DEPARTEMENT DU MORBIHAN
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 16 MARS 1986

LISTE D'UNION POUR LE PROGRES ET LES LIBERTES

(UNION DE L'UDF, DU RPR ET DES INDEPENDANTS)

CONDUITE PAR

RAYMOND MARCELLIN



Photo : C. Boyer

Madame, Monsieur,

Dans le Morbihan, U.D.F., R.P.R. et Indépendants se sont unis pour agir ensemble. Voici leurs principales lignes d'action :

● *REPRENDRE LE CHEMIN DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE. Sans accroissement des forces de la production, il n'y a pas de vrai remède au chômage. Pour y parvenir, les méthodes sont celles de nos concurrents étrangers : moins de contraintes administratives et moins de charges sur l'économie. L'objectif primordial est de résorber le chômage et de donner à chaque jeune un métier conforme à ses aptitudes. L'expansion, la désétatisation, les économies budgétaires serviront à réformer la fiscalité qui spolie les revenus et les patrimoines. Tout le monde y perd : l'Etat, les entreprises et les particuliers.*

● *LE PROGRES SOCIAL. La quasi-unanimité des avantages sociaux a été acquise avant 1981, grâce au Général de GAULLE et aux gouvernements de la Ve République. La croissance économique financera les acquis sociaux et les régimes de retraite. Ceux qui ont augmenté de 75 % le chômage et qui, pour la première fois, depuis vingt-cinq ans, ont fait baisser le pouvoir d'achat des Françaises et des Français, n'ont aucune leçon à donner à personne.*

● *PRESERVER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS. En cinq ans, d'un pouvoir socialiste empêtré dans des théories utopiques, les délits et les crimes ont augmenté de plus de 40 %. Chaque semaine, un degré de plus est franchi sur l'échelle de la violence sauvage et du terrorisme. Une meilleure adaptation de la police et des peines exemplaires accomplies entièrement peuvent, seules, rétablir la sécurité. Sur ce point, il n'y a rien à attendre de concret d'un gouvernement socialiste.*

● *REDUIRE L'IMMIGRATION. Les socialistes ont aggravé les problèmes d'immigration. Celle-ci doit être limitée en nombre par l'établissement d'une proportion légale de population étrangère, non européenne, par rapport à la population française. La France n'est pas une race mais une Nation qui entend préserver son identité par une juste appréciation de sa capacité d'assimilation.*

● QUI EXERCERA LE POUVOIR APRES UNE VICTOIRE DE L'ALLIANCE R.P.R., U.D.F. ET DES INDEPENDANTS. La réponse est dans la Constitution, votée par le peuple français : ce seront le Premier ministre et un gouvernement issus de cette alliance et soutenus par elle. Le Président de la République, s'il décide de rester, exercera ses prérogatives constitutionnelles qui sont, essentiellement, d'assurer par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et d'être le garant de l'indépendance nationale.

● L'ENSEIGNEMENT LIBRE. Après sa défaite de 1984, le pouvoir socialiste a repris son offensive : insuffisance ou refus de crédits pour les formations des maîtres, l'enseignement agricole privé et atteinte progressive aux pouvoirs des chefs d'établissements. Nous préparerons et voterons des budgets plus équitables et mettrons un terme à cette querelle absurde et dépassée car nous sommes convaincus de la nécessité d'une école publique de qualité, vouée tout entière à sa mission de dispensatrice du savoir et de la formation des intelligences et débarrassée d'un syndicalisme politique sectaire.

● REPRENDRE L'INITIATIVE EN EUROPE. Nous souhaitons ardemment accélérer la construction de l'Europe, grâce à une organisation politique commune, qui lui redonne sa force de commandement de grande puissance civilisatrice. Agissons tous ensemble pour l'union de l'Europe, qui assurera le meilleur avenir de la jeunesse.

● UNE POLITIQUE INTERNATIONALE COHERENTE. Notre objectif est la paix par l'équilibre des forces et des alliances. L'objectif principal de la politique internationale française doit donc être de resserrer nos liens avec les Etats-Unis et d'être les champions résolus de l'alliance du monde libre.

● LA REPUBLIQUE ET LA FRANCE. Un gouvernement n'est légitime que s'il se révèle capable d'assurer la sécurité intérieure et extérieure, la prospérité économique et la justice sociale. Les socialistes ont échoué. Partout, à toutes les époques, sans aucune exception, les affaires vont toujours mieux quand ils cessent de s'en occuper. Leur faute fatale est de croire que leur parti passe avant tout. C'est ainsi qu'ils attisent les discordes et détruisent la confiance.

Notre libéralisme populaire a pour but l'union sociale, fondée sur des actions concrètes et efficaces. Toutes les catégories de Français, salariés, chefs d'entreprises, travailleurs indépendants, retraités, ont droit à leur place, leur part et leur dignité. C'est seulement ainsi qu'ils reconnaissent dans le gouvernement leur gouvernement qui, lui, a le devoir d'être au seul service de l'intérêt public. Oui, nos mots de ralliement sont la République et la France de nous tous.
VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Vu, les Candidats.

LISTE D'UNION POUR LE PROGRES ET LES LIBERTES

(UNION DE L'UDF, DU RPR ET DES INDEPENDANTS)

Raymond MARCELLIN
Ancien Ministre
Député
Président du Conseil Régional de Bretagne
Président du Conseil Général du Morbihan

Jean-Charles CAVAILLE
Député
Conseiller Régional de Bretagne
Vice-Président du Conseil Général du Morbihan
Maire de Noyal-Pontivy

Loïc BOUVARD
Député
Conseiller Régional de Bretagne

Aimé KERGUERIS
Député
Conseiller Régional de Bretagne
Vice-Président du Conseil Général du Morbihan
Maire de Plouhinec

Jean-Jacques QUEMENER
Professeur d'Université
Adjoint au maire de Guidel

Michel MORVANT
Attaché Parlementaire
Conseiller Général du Morbihan
Maire de Plouray

Sylvie de KERSABIEC
Conseiller Régional de Bretagne
Conseiller Général du Morbihan
Maire de Moustoir-Ac

Patrick BOLLET
Professeur
Conseiller municipal de Lorient

Imp. TypOffset de Vannes S.A. - 13, Place Maurice Marchais Tél. 97 47 21 46